

# PERSPECTIVES

OBSERVATOIRE PARTENARIAL ÉCONOMIE / JANVIER 2018

# VILLES

## L'emploi en 2016 : un dynamisme toulousain renforcé

Dans un contexte national marqué par un net développement de l'emploi salarié privé, Toulouse continue de figurer parmi les grandes aires urbaines les plus dynamiques. Le gain de 13 600 postes supplémentaires enregistré en 2016 résulte en particulier d'un renforcement plus marqué des services aux entreprises, des activités industrielles et d'une conjoncture plus favorable dans le commerce et la construction, même si l'emploi continue toujours d'être majoritairement porté par les activités productives.

### CHIFFRES CLÉS décembre 2016 EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ

#### Aire urbaine de Toulouse :

- **436 600 emplois**
- **+ 13 600 emplois** en 1 an
- **+ 3,2 %** en 1 an  
(+ 1,2 % au niveau national)
- **+ 8 800 emplois** dans la sphère productive

#### Un doublement de la croissance d'emplois en un an

Depuis la survenue de la crise économique marquée localement en 2009 par des pertes d'emplois, près de 52 000 postes ont été créés, soit un rythme annuel moyen de croissance de 1,7 %. Après avoir atteint un plancher en 2013 et 2014, les gains

d'emploi ont repris en 2015 et se sont notablement accrus en 2016 passant d'un rythme annuel de 1,2 à 3,2 %. La tendance est aussi favorable pour les autres catégories d'emploi. Les effectifs dans la fonction publique, qu'elle soit d'État, territoriale ou hospitalière, s'accroissent annuellement de 1,2 % entre 2010 et 2015 à l'échelle de la Haute-Garonne (source Insee, SIASP). Quant aux non-salariés (indépendants, chefs d'entreprises, professions libérales...), ils continuent à augmenter fortement à un rythme de 2,8% par an entre 2009 et 2014 dans l'aire de Toulouse (source Insee, recensements).

#### Une croissance qui se renforce et concerne d'abord les grandes aires urbaines

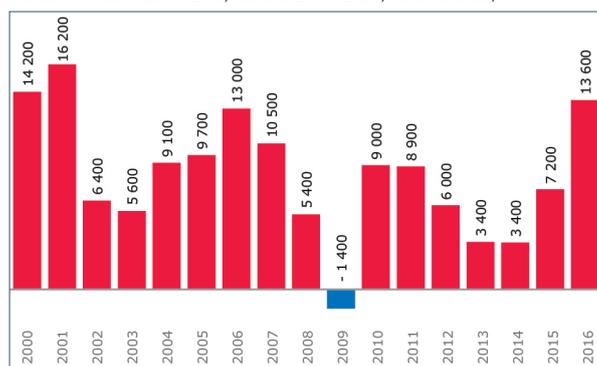
En 2016, l'ensemble des plus grandes aires urbaines de province a dégagé 88 400 emplois salariés privés supplémentaires, soit 41 % des gains nationaux. Cinq de ces aires sont particulièrement dynamiques, enregistrant chacune des gains d'au moins 5 000 postes.

Par rapport à 2015, l'ordre de ces grandes aires n'évolue pas même si les écarts se resserrent. Lyon reste celle qui enregistre les plus gros gains d'emplois avec 13 900 postes supplémentaires. Toulouse fait cette année presque jeu égal avec 13 600 postes de plus. Avec un taux de croissance annuel légèrement moindre (+ 3,0 contre + 3,2 %), Bordeaux passe elle aussi la barre des 10 000 emplois supplémentaires.

Si chacune des plus grandes aires urbaines de province a dégagé en 2016 des gains d'emploi, certaines ont encore dû faire face à des contextes

#### Évolution annuelle de l'emploi salarié privé dans l'aire urbaine de Toulouse

Sources : Unedic de 1999 à 2008, Acoess de 2008 à 2016 ; traitements aua/T.



Sur le premier semestre 2017, la dynamique des effectifs salariés privés se maintient à l'échelle du département (estimation de +1,5 %, soit 6 750 emplois de plus). L'essentiel de la hausse est porté par le tertiaire et la construction. L'emploi industriel est quant à lui stable depuis le début de l'année.

moins favorables comme celles de Saint-Etienne, Rouen et Nancy (moins de 900 emplois gagnés par aire). Depuis le début de la crise de 2008, Toulouse continue de se positionner au premier rang des aires urbaines qui « embauchent », avec un total de 50 200 emplois supplémentaires en huit ans. Le podium est complété par Lyon et Bordeaux (+ 45 300 et + 32 100 emplois). Nantes, Marseille-Aix et Montpellier suivent, enregistrant chacune plus de 10 000 postes supplémentaires. Sur la période, Toulouse a été 3 fois plus dynamique que l'ensemble des grandes aires de province (+ 1,5 % par an contre + 0,5). Nantes et Bordeaux ont suivi sur des rythmes proches (1,2 % par an chacune). Depuis 2013, Montpellier connaît un dynamisme analogue à celui de Toulouse.

### L'Occitanie, la région la plus dynamique depuis 2008

Avec 45 920 postes supplémentaires en 2016, l'Occitanie est la troisième région la plus dynamique derrière l'Île-de-France et l'Auvergne-Rhône Alpes (avec respectivement, + 63 020 et + 55 060 emplois).

Avec 97 670 postes supplémentaires l'Occitanie est la région qui a créé le plus d'emplois depuis 2008. Elle fait partie des huit régions où l'emploi s'est développé durant la période.

### L'emploi salarié privé se développe d'abord dans les territoires sous influence métropolitaine

Au sein de l'Occitanie, la dynamique de l'emploi se diffuse, aussi bien dans les territoires urbains que ruraux, et gagne en intensité en 2016 : 60 aires urbaines enregistrent des gains d'emploi, contre 54 l'année précédente, pour un total de + 24 790 postes (+ 18 360 en 2015). Quant aux territoires ruraux, le volume de l'emploi salarié tend à s'y stabiliser (- 50 postes contre - 570 en 2015). Sur la période longue (2008-2016), l'emploi salarié se développe dans 43 aires (+ 75 340 au total) tandis qu'il recule dans 52 autres (- 20 010) ainsi que dans les espaces ruraux (- 4 480 unités).

Parmi ces aires en « croissance », Toulouse et Montpellier représentent 68 % (55 pour la première et 13 pour la seconde) des emplois salariés supplémentaires en 2016 et 84 % entre 2008 et 2016. D'autres aires de taille moins importante dégagent également des gains d'emplois. Au titre de l'année 2016, peuvent notamment être citées Perpignan (+ 930), Sète (+ 620), Nîmes (+ 580), Montauban (+ 470), Rodez (+ 390) et Béziers (+ 390). Parmi les plus petites, peuvent être relevées en particulier Pamiers (+ 330), Figeac (+ 280), Pézenas (+ 240), Castelsarrasin (+ 150) et Clermont-l'Hérault (+ 140).

### Une dynamique de l'emploi toujours portée par les activités productives

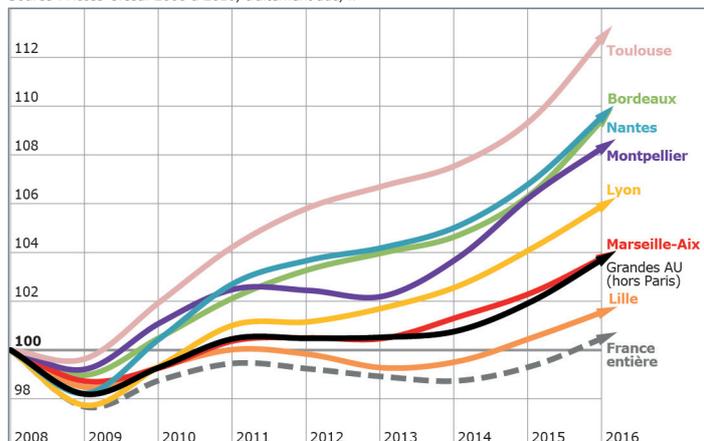
Sur 100 emplois créés en 2016 dans l'aire urbaine de Toulouse, 64 relèvent de la sphère productive, soit 8 800 postes sur 13 600. Cette prépondérance était plus affirmée l'année précédente, le rapport étant de 74 emplois productifs sur 100.

Ce caractère plus structurant des activités productives, par rapport aux résidentielles, dans l'évolution de l'emploi se retrouve dans deux tiers des grandes aires urbaines, notamment à Paris (+ 36 900 emplois productifs), Lyon (+ 10 100), Nantes (+ 5 500), Marseille-Aix (+ 5 500) et Lille (+ 4 600). À l'inverse, dans des aires comme Bordeaux, Montpellier et Nice notamment, la contribution des activités de la sphère résidentielle dans l'évolution de l'emploi salarié est plus importante (un peu plus de la moitié des gains d'emplois chaque fois).

En 2016, toutes les grandes urbaines enregistrent des gains d'emploi dans les activités productives. Pour les emplois relevant de la sphère résidentielle, la situation n'est pas aussi homogène. Avec Bordeaux et Lyon, Toulouse fait partie des plus dynamiques (respectivement, + 5 600, + 3 770 et + 4 800) devant ainsi Nantes, Marseille-Aix et Montpellier (entre + 2 200 et + 2 600 postes chacune). En revanche, l'emploi résidentiel continue de se contracter à Lille, Saint-Etienne et Rouen (avec respectivement, - 260, - 270 et - 850 postes).

### Évolution de l'emploi salarié privé par aire urbaine (base 100 en 2008)

Source : Acoess-Urssaf 2008 à 2016, traitement aua/T.

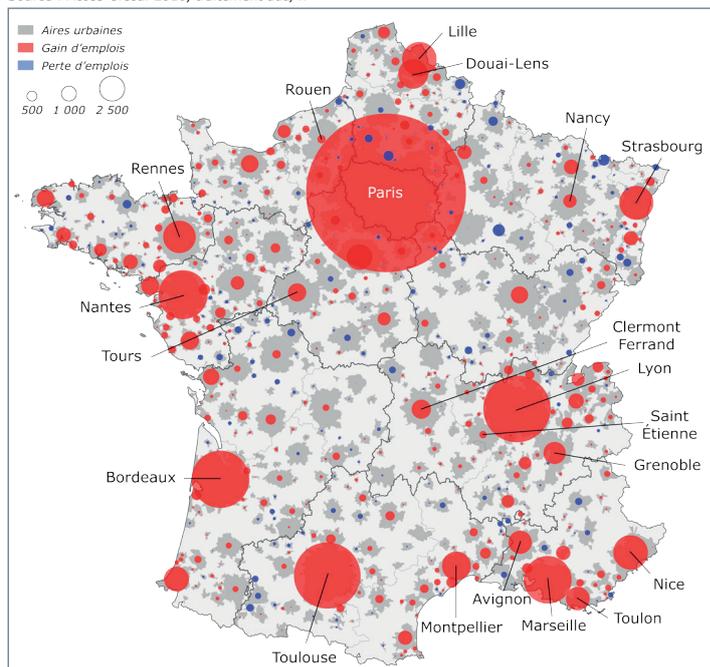


### Grandes aires urbaines : une référence de comparaison pour l'aire urbaine de Toulouse

Une croissance moyenne est mesurée pour les plus grandes aires urbaines françaises, en dehors de Paris. Cette référence se compose des 18 plus grandes aires de province hors Toulouse (en nombre d'habitants), dans l'ordre décroissant : Lyon, Marseille - Aix, Lille, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Rouen, Montpellier, Saint-Etienne, Tours, Clermont-Ferrand, Douai - Lens, Avignon, Toulon et Nancy.

### Évolution de l'emploi salarié privé en 2016 par aire urbaine...

Source : Acoess-Urssaf 2016, traitement aua/T.



## Commerce, construction et services aux entreprises tirent plus particulièrement l'emploi en 2016

À Toulouse, si chacun des grands secteurs d'activité contribue à la dynamique, trois d'entre eux représentent 75 % des 13 600 emplois supplémentaires : les services aux entreprises, le commerce et l'industrie (respectivement, 49, 14 et 12 %). Les activités d'intérim (+ 2 320 postes), d'ingénierie (+ 1 050), de construction aéronautique et spatiales (+ 980), de conseil en systèmes et logiciels informatiques (+ 720) font partie de celles qui embauchent le plus. À l'inverse, les activités de poste dans

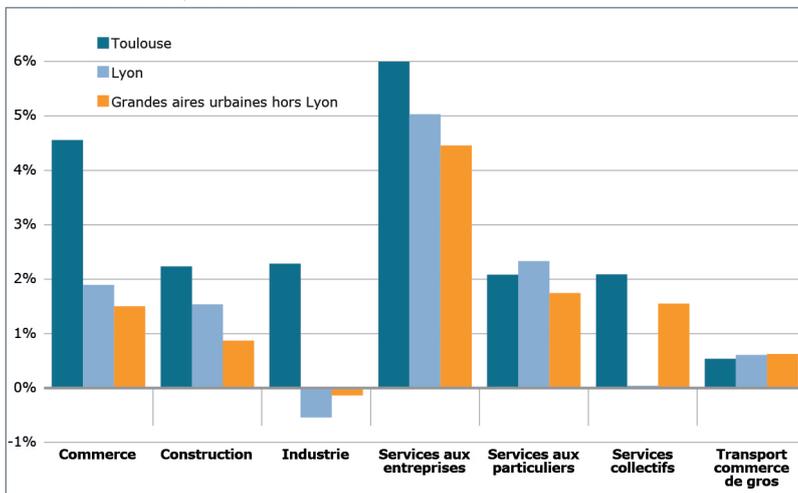
le cadre d'une obligation de service universel (- 180 postes) et celles de commerce de gros de bois et de matériaux de construction (- 300) enregistrent les diminutions annuelles d'effectifs salariés les plus marquées. Quant aux agences de voyage, elles continuent de connaître une situation difficile (- 150 postes).

Par rapport aux autres grandes aires urbaines de province, Toulouse fait preuve d'un dynamisme plus marqué en 2016 dans le commerce, la construction et les services aux entreprises. La tendance pour les deux premiers secteurs est révélatrice de l'importance de l'attractivité résidentielle du territoire sur la période récente. Pour

le commerce, elle résulte d'un renforcement de l'offre en supermarchés et en commerces de détail, un certain nombre d'opérations autorisées dans les années 2010 se concrétisant en 2016 en matière d'emploi. Pour la construction, le contexte de taux faibles des crédits immobiliers et les grands projets renforcent la tendance locale. Quant aux services aux entreprises, ils bénéficient d'une amélioration globale de la conjoncture de l'économie toulousaine. Dans les services aux particuliers, les services collectifs et le transport, Toulouse suit par contre, des trajectoires assez proches des autres grandes aires.

### Taux d'évolution de l'emploi salarié privé en 2016 par grands secteurs d'activités

Source : Acoess-Urssaf 2016, traitement aua/T.

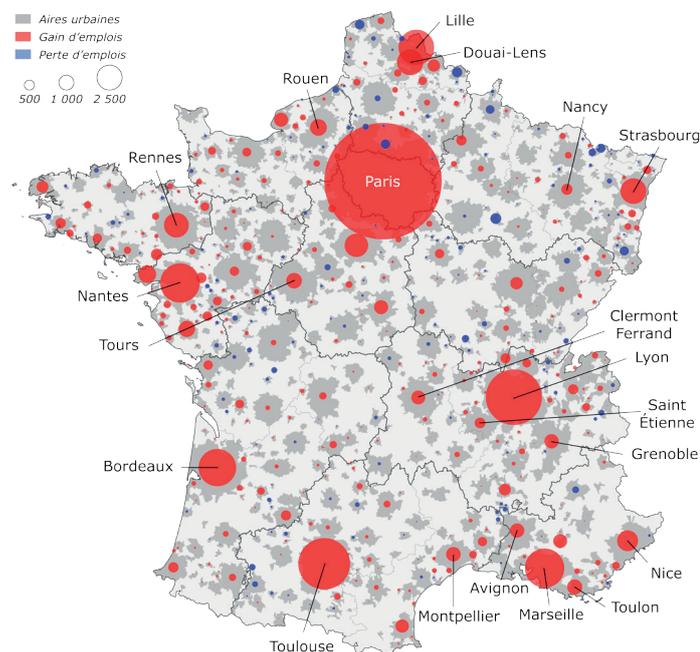


**Sphère productive :** activités traditionnelles de fabrication et services « connexes » qui participent à la production de biens.

**Sphère résidentielle :** activités de services qui visent à satisfaire les besoins quotidiens de la population et de toutes personnes présentes sur le territoire.

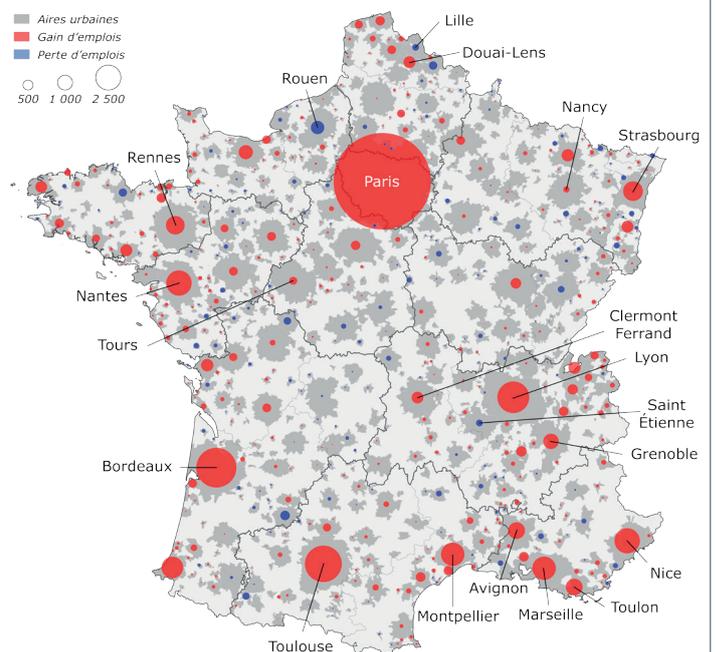
### ... dans la sphère productive

Source : Acoess-Urssaf 2016, traitement aua/T.



### ... dans la sphère résidentielle

Source : Acoess-Urssaf 2016, traitement aua/T.



## La croissance de l'emploi concerne l'ensemble des territoires de l'aire urbaine

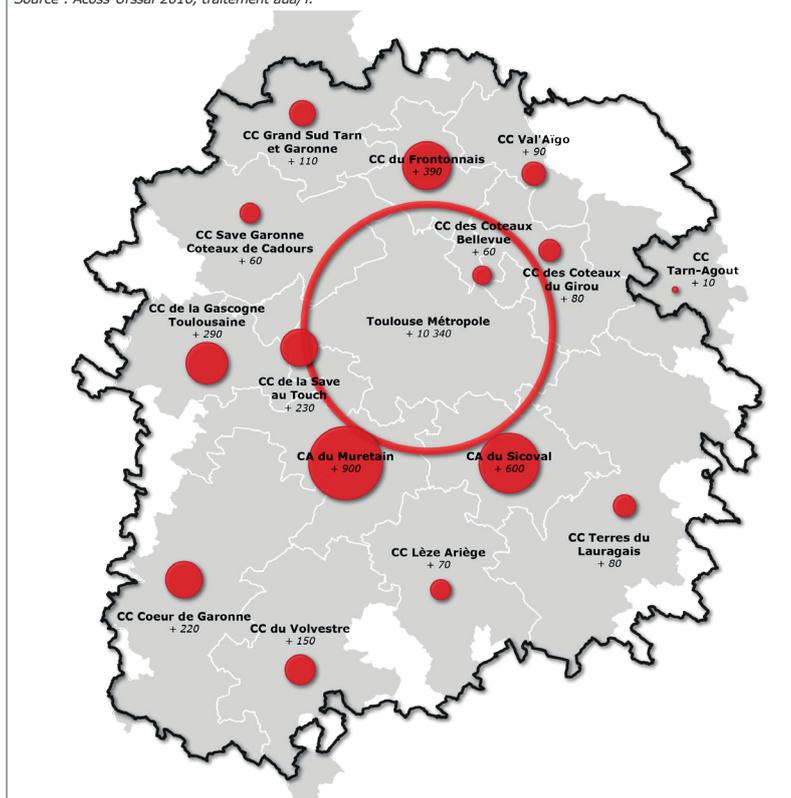
À l'échelle de l'aire urbaine, les gains d'emplois en 2016 se localisent pour un tiers dans la ville de Toulouse (soit + 4 490 postes) et pour moitié dans sa banlieue (soit + 7 160).

Avec 10 340 postes supplémentaires, Toulouse Métropole représente 76 % de la croissance de l'emploi salarié dans l'aire urbaine (contre près de 90 % en 2015). Les intercommunalités de sa première couronne l'accompagnent dans son dynamisme avec en particulier, 900 postes dans le Muretain, 600 dans le Sicoval, 220 pour la Save-au-Touch. Dans le reste de l'aire urbaine, la frange Ouest s'inscrit dans une dynamique analogue alors que les territoires de l'Ariège, du Lauragais et du Volvestre connaissent une croissance beaucoup plus modeste.

Au niveau de chacun des territoires, certaines activités « tirent » plus particulièrement l'emploi et permettent de comprendre la tendance. C'est le cas notamment de l'intérim dans le Muretain (+ 170), le Frontonnais (+ 100) et les Coteaux de Bellevue (+ 50). Les activités de mécanique industrielle (+ 60) et de restauration rapide (+ 60) sont aussi à prendre en compte dans le Muretain. Dans le Sicoval, le développement des emplois supplémentaires est porté par les activités d'ingénierie (+ 180), celles de sécurité privée (+ 170) et celles de conseil en systèmes et logiciels informatiques (+ 130).

## Évolution de l'emploi salarié privé par intercommunalité de l'aire urbaine

Source : Acooss-Urssaf 2016, traitement aua/T.



## Évolution de l'emploi salarié privé par grand territoire

Source : Acooss-Urssaf 2016, traitement aua/T.

	Effectif 2016	2015 - 2016	Évolution annuelle		
			%	2008 - 2016	%
Toulouse	210 240	+ 4 590	2,2	2 300	1,1
Banlieue	175 360	+ 7 160	4,3	3 190	1,9
Couronne périurbaine	50 400	+ 1 900	3,9	780	1,7
<b>Aire Urbaine</b>	<b>436 000</b>	<b>+ 13 650</b>	<b>3,2</b>	<b>6 270</b>	<b>1,5</b>
Toulouse Métropole	332 370	+ 10 340	3,2	5 190	1,7
Muretain	24 420	+ 900	3,8	130	0,6
Sicoval	28 070	+ 600	2,2	80	0,3
SCoT Grand Agglo Toulousaine	392 480	+ 12 150	3,2	5 590	1,5
SCoT Nord Toulousain	14 340	+ 580	4,2	220	1,7
SCoT du Pays du Sud Toulousain	13 910	+ 440	3,3	240	1,9
SCoT Lauragais	15 370	+ 380	2,5	150	1,0
Région Occitanie	1 331 900	+ 14 620	1,1	6 150	0,5

### Avertissement : des séries statistiques révisées suite à des changements méthodologiques

Dans le cadre d'une harmonisation des concepts avec l'Insee et la Dares, les séries d'effectifs salariés publiées par l'Acooss et les Urssaf connaissent des modifications à compter de la publication des données du premier trimestre 2017. Les changements concernent la définition du champ du secteur privé, la source et le périmètre des effectifs intérimaires ainsi que la méthodologie de dessaisonnalisation des séries. Ces modifications induisent des révisions des séries publiées jusqu'alors. La comparaison des séries statistiques publiées en 2016 et en 2017 indique que l'application du nouveau périmètre du secteur privé a pour effet :

- de faire baisser, selon les années considérées, les effectifs salariés de 1 à 1,7%. Au 31 décembre 2015, l'ensemble de l'effectif salarié dans l'aire urbaine de Toulouse perd 4 280 postes, soit -1,0%.
- d'affecter les effectifs salariés à la baisse dans l'industrie, les services aux entreprises et les transports et à la hausse dans ceux des services collectifs.

### Source :

Les traitements de l'emploi sont réalisés à partir de la source de données Acooss-Urssaf. Le champ couvre l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel, affiliées au régime général (donc hors régime agricole) et exerçant leur activité en France (métropole et Dom hors Mayotte). Il couvre ainsi l'ensemble des établissements cotisant aux Urssaf à l'exception de ceux appartenant au secteur public. Il exclut donc les établissements relevant du régime agricole (suivis par la CCMISA) et les particuliers employeurs. Ces derniers font l'objet d'un suivi statistique spécifique par l'Acooss et l'Urssaf. Ce champ représente entre 60 et 70% de l'ensemble des emplois, selon les territoires. Cette source fournit, chaque année, des données à l'échelle communale sur l'ensemble du territoire métropolitain et des DOM-TOM, permettant d'éclairer la question du dynamisme des territoires. Néanmoins, certaines évolutions peuvent aussi être liées directement à la source : déclaration à un lieu unique des effectifs, changement de codes d'activité d'une entreprise, mise à jour et amélioration du fichier...

D'autre part, des précautions sont à considérer dans les analyses communales. Certains emplois recensés sur la commune (au siège social de l'établissement) peuvent s'opérer, en réalité, directement chez le client, probablement localisé sur une autre commune (voire plusieurs). C'est le cas des activités de placement de main d'œuvre, des activités de nettoyage, des activités de sécurité, des aides à domicile et d'autres.

### Définition :

Selon l'INSEE, une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine), et par des communes rurales ou unité urbaine dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi, travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Trois catégories d'aires urbaines sont distinguées :

- les « grandes » constituées d'un pôle urbain de plus de 10 000 emplois ;
- les « moyennes » constituées d'un pôle urbain de 5 000 à 10 000 emplois ;
- les « petites » constituées d'un pôle urbain de 1 500 à 5 000 emplois.